

Borne veut "faire de la lutte contre le harcèlement la priorité absolue de la rentrée" scolaire 2023

(), (AFP) -

Elisabeth Borne a déclaré vouloir "faire de la lutte contre le harcèlement la priorité absolue de la rentrée 2023", mardi à l'Assemblée nationale, après le suicide le 12 mai d'une adolescente de 13 ans, Lindsay, victime de harcèlement scolaire.

"Le harcèlement est un fléau qui mine le quotidien de milliers de jeunes et cause trop souvent des drames, la détresse, la dépression et parfois même le suicide. Le décès de Lindsay en est un terrible exemple et je veux dire ici toute ma solidarité et mon soutien à sa famille et ses amis", a déclaré la Première ministre lors de la séance des questions au gouvernement.

"Nous allons étendre le programme Phare au lycée. Nous allons désigner dès la rentrée dans chaque collège un adulte référent dans la lutte contre le harcèlement. Nous allons protéger davantage les élèves victimes en primaire en ouvrant par décret la possibilité d'écarter d'une école un élève auteur de harcèlement. Nous rendrons obligatoire la formation des personnels contre le harcèlement, nous augmenterons les moyens des plateformes d'alerte et d'écoute", a énuméré Mme Borne.

Le programme Phare prévoit la formation d'une équipe de référence d'au moins cinq personnes par collège et par circonscription du premier degré, la nomination et la formation de dix élèves ambassadeurs au moins par collège et dix heures de formation par an pour les enfants.

La cheffe du gouvernement a également indiqué avoir "demandé aux ministres de l'Intérieur, de la Justice et du Numérique d'appuyer le ministre de l'Education nationale afin d'être plus efficace dans la prévention et les sanctions contre le harcèlement, notamment sur les réseaux sociaux".

"Oui, le harcèlement peut tuer et c'est intolérable" et "nos écoles, nos collèges, nos lycées doivent être des lieux de savoir et d'ouverture contre l'ignorance et les préjugés, des lieux où chacun est protégé", a insisté la Première ministre, qui était interrogée par la présidente du groupe présidentiel Renaissance, Aurore Bergé.

Reçue lundi au ministère de l'Education nationale par Pap Ndiaye, la famille de Lindsay, 13 ans, qui s'est suicidée en mai après avoir été victime de harcèlement scolaire, a mis en cause le ministre accusé de ne pas être "sincère" et impuissant dans la lutte contre ce phénomène.

Afp le 06 juin 23 à 15 53.

